L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 8 FEVRIER 1884. 57me Année.

Dufour, Denaut & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI 8 FEVRIER.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an	$3 00

Renferme deux feuilletons.

EDITION SEMI-HEBDOMADAIRE.

Un an	$2 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

VENTE DE CE JOUR.

Par H. Stern & Co., No 35 rue de Chartres, —bottes, souliers et brodequins.

La France est prête.

Depuis que la France travaille à réparer ses terribles désastres de 1870 ; depuis qu'en face de l'Europe monarchique, elle a eu le courage de se constituer en république—rien de ce qui se fait chez elle, de ce qui la touche au dehors, n'est indifférent à ses véritables amis, à ceux des institutions libérales ; et c'est avec bonheur qu'après un long silence, une sorte d'effacement momentané, on l'a vu renaître à la vie, reprendre peu-à-peu son rang dans le conseil des nations, et répandre de nouveau son activité au dehors. Avec quelle réserve, quelle prudence, elle a agi tout d'abord !

C'était dans des contrées lointaines, dans le nord, dans l'ouest de l'Afrique, au fond de l'Orient, au Tonkin, qu'elle manifestait de nouveau sa vitalité, elle ne froissait l'amour-propre de personne, ne blessait les intérêts d'aucun voisin. Deux seules choses auxquelles pussent profiter ses entreprises—la civilisation et le commerce général de l'Europe.

Elle n'en a pas moins soulevé mille embarras, dû subir mille attaques injustes, repousser mille calomnies. Fait étrange ! c'était d'un peuple qui se disait son allié dévoué, que lui venaient les plus grossières injures, et les autres pays où ses récents succès faisaient naître la jalousie, se plaisaient à répéter et à commenter les élucubrations des journaux anglais.

Il n'est pas jusqu'à certaines familles américaines—heureusement peu nombreuses—qui n'aient mêlé leurs voix à ce triste concert, à ces attaques contre une république sœur, une amie de cent ans.

A tout cela, que répondait la France ? Rien, ou peu de chose. Elle s'affaissait, disaient les uns ; elle était désormais réduite à l'impuissance, hasardaient les autres, et c'en était fait d'elle.

Elle se reconstituait, avouait-elle elle-même ; elle faisait mieux que cela—elle reconstruisait son matériel de guerre ; elle refaisait ses forces ; elle aguerrissait sa jeunesse ; elle l'habituait au maniement des armes, à la discipline des camps, aux fatigues des manœuvres militaires ; elle lui inspirait l'amour du sol natal. Tout cela, sans menaces, sans bravade, dans le calme, dans l'ombre. Rien qui trahît au dehors le travail intérieur.

C'est tellement vrai, que, quand elle hasarda une première manifestation à l'extérieur, tout le monde fut étonné ; il y avait donc encore une France ; ni Bismarck, ni la république ne l'avaient donc pas tuée !

L'audace d'une première expédition excita tant de haines, que, le bruit d'une triple alliance ayant parcouru l'Europe avec la rapidité de l'étincelle électrique, il y eut au cri général : C'est la France qui est visée ! C'est contre elle que sont braquées toutes les batteries.

Et les commentaires les plus malveillants de grossir la nouvelle et de l'aggraver : l'Italie, ajoute-t-on, s'étaient livrée, corps et âme, à l'Allemagne et, dans la saine que l'on se promettait de faire bientôt du cadavre de la république abattue, elle devait avoir une des meilleures parts.

La France laissa courir la nouvelle et se multiplier les commentaires. Elle continua son entreprise, la mena à bien, et la triple alliance ne bougea pas.

L'expédition de Madagascar accolda à celle de la Tunisie, et l'affaire du Tonkin à celle de Madagascar. La terrible alliance s'ébranla moins que jamais. Que se passait-il donc ? Que méditait le Sphinx de Varzin ? La lumière se fit bientôt sur ces prétendus projets du partage de la France. Tandis qu'on le croyait occupé à en préparer le démembrement, il combinait un plan de campagne contre la Russie. La triple alliance n'en voulait qu'au colosse du Nord, et c'est de ce côté-là que se concentraient les armées de M. de Bismark. Loin de le gêner, la République faisait en partie ses affaires et, sans le vouloir, jetait un atout de plus dans son jeu.

L'Italie éprouva sans doute quelques déceptions. Elle se plaignit, mais se rendit bientôt à l'évidence. Elle avait tourné le dos à son allié naturelle, elle le comprit, abandonna noblement ses projets et un rapprochement s'ensuivit.

Un jour, à la suite d'un malentendu entre la nouvelle république et l'Espagne, on annonça l'entrée de cette dernière dans la pacte ; il n'en était rien. La vieille amitié, qui la liait à sa voisine du Nord, reprit le dessus, et les anciennes relations se renouvelèrent, plus cordiales que jamais.

En fait, plus aucun nuage dans le ciel de la race latine. L'Italie, l'Espagne semblent bien que la France est leur alliée véritable, moins peut-être par les traditions, par la communauté d'origine et de mœurs, que par l'identité des intérêts du présent, la solidarité des besoins, des nécessités de l'avenir. Il ne leur fallait que réfléchir un moment, qu'envisager la situation de sang-froid, pour voir que l'ennemi commun est ailleurs.

Tout danger, de ces deux côtés, est donc écarté, et la République peut aller de l'avant.

Du côté de l'Allemagne, aussi, les points noirs disparaissent de plus en plus. Le terrible chancelier a laissé passer le moment psychologique ; il a permis à la France de s'échapper de ses mains, avant de l'avoir réduite à l'impuissance, d'avoir rendu chez elle toute convalescence impossible. La France a senti la santé renaître en elle, les forces lui revenir. Elle s'est entourée d'un cercle infranchissable de fortifications ; elle s'est créé un formidable matériel de guerre ; elle peut opposer au front de trois millions d'hommes à ses agresseurs. Elle est redevenue la France d'autrefois, grande, forte, imposant à tous le respect. Mieux encore—elle a puisé, dans le malheur, une sagesse, une prudence qui lui avaient fait défaut, plus d'une fois elle a renoncé à ses ambitions européennes anciennes, à son ancien système d'agression. Elle se sent d'autant plus invincible, qu'elle ne vise, qu'à la défense légitime de ses frontières. Elle n'attaquera pas, elle le déclare, hautement, mais elle saura se défendre, et elle ne le cache pas. Elle est bien prête, cette fois, et si elle le proclame, elle qui a, jusqu'ici, conservé un si prudent silence, c'est qu'elle n'a plus à craindre personne, et se sait capable de faire face à tous les périls, de repousser toutes les agressions de l'étranger.

On se rappelle, à ce sujet, le remarquable article que la *République Française*, organe si important, a publié, tout récemment, et que nous avons reproduit avec une joie indicible. Cette fière déclaration a dû avoir un immense retentissement en Europe. Nous le signalons à ceux de nos confrères qui auraient encore quelques doutes sur l'exactitude des renseignements qui se publient depuis plusieurs mois.

L'ABEILLE ne peut résister au plaisir de remettre sous les yeux de ses lecteurs quelques passages de la déclaration du grand journal de Paris :

Quand on parle de l'armée on ne peut avoir qu'un seul objectif en vue, c'est l'éventualité d'une guerre, cette éventualité étant l'unique justification des sacrifices de toutes sortes que la nation s'impose pour l'entretien de ses forces défensives. Dans cet ordre d'idées, il ne sert de rien de se dissimuler la vérité. Au contraire, on court le risque d'émousser la valeur morale des troupes et de compromettre les plus sûres garanties de la défense nationale, en laissant supposer à ceux qui en auront un jour la charge que les probabilités d'une guerre s'éloignent d'année en année. Nous n'admettons pas, quant à nous, ce système de sensiblerie qui consiste à ne point appeler les choses par leurs noms. Or, il n'est douteux pour personne que l'état à peu près armé où se trouve l'Europe depuis treize ans ne saurait guère se prolonger sans aboutir à une conflagration générale dont les événements de 1866 en Allemagne, de 1870 en France et de 1876 dans la presqu'île des Balkans n'ont été que le prélude. Nous ne connaissons pas sur le vieux continent une seule puissance qui soit capable de résister longtemps encore à une situation aussi lourde, aussi indécise et aussi menaçante, sans courir le risque de perturbations intérieures causées par les conséquences politiques, économiques et sociales qu'engendre peu à peu la persistance de cette situation. Il n'y a, semble-t-il, qu'une issue : la guerre. C'est d'ailleurs ce que comprennent tous les Etats européens, puisqu'ils s'y préparent à l'envi. A coup sûr, ce n'est pas la France qui ouvrira les hostilités. Un grand Etat démocratique, à notre époque ne peut avoir de projets de conquête, et nous ne voyons pas celui qui agressif. Mais si nous sommes fermement décidés à n'attaquer aucun de nos voisins, il se peut que tôt ou tard nous soyons dans l'obligation de nous défendre.

Dans cette hypothèse, ce que nous devons nous demander avant tout, c'est de savoir si nous sommes prêts à recevoir le choc et à repousser l'agression ; si notre outillage de défense est assez puissant pour arrêter l'ennemi aux frontières ; si nous possédons tous les éléments de protection tant sur le continent que sur mer et dans les colonies ; si nous avons enfin pour nous des chances sérieuses de succès.

A ne considérer que notre matériel de guerre, la réponse à toutes ces questions ne peut être douteuse. Nous avons refait et amélioré ce matériel durant les dernières années avec une si parfaite entente de la guerre moderne, que, s'il peut en exister d'aussi formidables dans les grands Etats militaires de l'Europe, il ne s'en trouve pas, à coup sûr, un plus redoutable. Qu'il s'agisse de fortifications, de l'artillerie, des armes à feu portatives, des approvisionnements de guerre, des réserves en effets d'habillement ou en objets d'équipement, nous sommes véritablement prêts.

Si maintenant nous portons notre examen sur le second élément de nos forces défensives, sur le nombre, l'instruction et la préparation des combattants, nous constatons immédiatement que de ce côté encore les efforts ont été prodigieux et que l'œuvre en elle-même a atteint les proportions d'une grande régénération nationale. Le gouvernement, les Chambres, la population, ont rivalisé de zèle, de dévouement et de patriotisme. Ils ont été admirablement secondés d'ailleurs dans cette immense entreprise par le concours ardent et désintéressé des officiers de l'armée active dont le vivifiant esprit militaire a survécu aux désastres et a tout dernièrement encore montré sa mâle énergie lors de l'appel aux volontaires pour l'envoi des renforts au Tonkin. Sans doute, les dispositions défectueuses sur le recrutement qui ont été empruntées par la loi de 1872 aux lois prédémentes, et certaines innovations qui ont été malheureusement imitées de l'étranger, ne permettent pas d'instruire autant de soldats que devrait en produire le chiffre des hommes valides, ni de leur donner une instruction homogène par l'uniformité de la durée du service. Néanmoins, tant au titre de l'armée active qu'au titre de l'armée territoriale, la France compte à l'heure présente plus de trois millions de défenseurs qui ont leur place assignée dans les rangs des combattants au jour du danger national et qui trouveront, à cette place tout ce dont ils auraient besoin pour remplir leur mission. Que la patrie soit menacée subitement, et, par un simple appel du télégraphe, le ministre de la guerre mettra immédiatement cette masse énorme en mouvement.

M. Freppel, évêque d'Angers, a prononcé, à Tours, dans l'église métropolitaine, l'oraison funèbre de M. Colet, archevêque de Tours.

Nous ne reproduisons le passage sur le Concordat :

Il n'est accompli, au commencement de notre siècle, un de ces actes qui dominent l'histoire d'un pays. Si la sagesse politique d'un homme de génie y a eu sa grande part, il faut y voir surtout la conséquence d'une situation qui s'imposait à tout le monde.

Il s'agissait de rétablir parmi nous la paix religieuse, si profondément troublée par les événements du siècle dernier. Comment y arriver si ce n'est en tenant compte des faits, sans porter atteinte aux principes ? Tel est, en effet, mes frères, le caractère de ce pacte célèbre où, par de sages tempéraments, et en s'inspirant de leurs vrais intérêts, les deux puissances consacrent d'un commun accord les bases d'une transaction honorable pour l'une et pour l'autre.

L'Etat y prenait l'engagement de pourvoir à l'avenir par de justes réparations du passé, et l'Eglise y apportait de son côté tout ce qu'elle pouvait y mettre de condescendance et de désintéressement.

Aussi l'expérience a-t-elle donné raison à tant d'équité et de modération ; et si, depuis quatre-vingts ans, au milieu de toutes nos discordes civiles, aucun autre pays n'a été moins troublé que le nôtre par des luttes et des dissensions religieuses, nous sommes redevables de ce bienfait à la grande œuvre qui est encore, à l'heure présente, une garantie sûre de la liberté des consciences et un élément nécessaire de la paix publique.

Personne n'était plus convaincu de cette nécessité que l'auteur du Concordat lui-même. Il voyait comme nous dans le maintien du Concordat un gage d'union et de sécurité pour la société française.

Le Journal officiel, en France, publie le programme de l'exposition des beaux-arts faite sous les auspices de l'Etat, et qui aura lieu en même temps que le Salon libre annuel.

L'arrêté porte :

" Art. 1er.—Une exposition nationale des ouvrages des artistes vivants aura lieu au palais des Champs-Elysées, du 1er mai au 15 juin 1886.

" Elle sera ouverte aux œuvres des artistes français et étrangers. "

Seront exclus les ouvrages ayant figuré aux expositions annuelles de Paris antérieures à 1878, aux expositions universelles et à l'exposition nationale de 1883.

Le nombre des ouvrages que peut présenter chaque artiste n'est pas limité ; mais le jury ne pourra admettre que 600 tableaux et 150 dessins-aquarelles, etc. ; 200 statues ; 40 dessins d'architecture et 100 gravures, en tout 1,190 numéros.

Les conditions sont à peu près les mêmes que pour le Salon annuel, sauf que le jury n'est pas du.

Le Foyer Créole, paroisse St. Jacques, Louisiane, du 6 février :

Après les froids rigoureux et le temps pluvieux et désagréable des jours derniers, c'est un vrai bonheur que de posséder une température aussi délicieuse que celle dont nous jouissons actuellement, et de revoir le soleil paraître chaque jour, dans toute sa revivifiante splendeur.

Cet heureux changement produit déjà son salutaire effet. L'herbe des savanes reverdit ; la terre se sèche ; le joyeux cri du courageux laboureur se fait entendre ; la charrue renverse le sol sur toutes les habitations, et le plant de canne, sorti parfaitement sain de l'intempérie de la saison, se dépose chaque jour dans les longs sillons préparés pour le recevoir.

La souche elle-même n'a pas trop souffert.

Seule, la question de la réduction du tarif sur les sucres étrangers, préoccupe les esprits et vient, tant soit peu, assombrir l'horizon d'ailleurs si promettant.

—Samedi dernier des hommes de couleur, sous l'influence de la boisson se sont présentés au magasin de M. H. C. Colomb, et se sont livrés à une conduite qui méritait assurément un prompt châtiment.

Le vieux père de M. Colomb ayant entendu le bruit que faisaient ces lutins voulut se rendre au magasin pour s'enquérir de la cause du désordre. Arrivé dans le chemin il fut violemment frappé à la figure par plusieurs de ces scélérats.

M. H. C. Colomb et ses commis ont dû eux-mêmes s'armer pour protéger leur vie contre les aggresseurs.

Nous sommes généralement opposé à tout acte de violence, mais vraiment si M. Colomb, en voyant frapper son père, avait fait une prompte justice à ces monstres à figures humaines nous ne saurions qu'applaudir.

Nous lisons, dans la *République Française*, du 17 janvier :

Toutes les fois que la France a vécu sous un régime démocratique, les monarchistes ont affecté le plus louable souci des intérêts ouvriers. Les mêmes partis, lorsqu'ils sont au pouvoir, manifestent cette prédilection pour les classes laborieuses sous forme de fusillades ; mais qui n'a pas ses petits travers ? Toujours est-il qu'aujourd'hui les fils d'émigrés et les héritiers de gros industriels philippistes ou bonapartistes qui siègent sur les bancs de la droite du Palais-Bourbon s'associent à toutes les récriminations violentes de l'extrême gauche contre le gouvernement, sous prétexte de défendre les intérêts ouvriers. M. de Baudry-d'Asson et M. Calla s'empressent de mettre au jour des propositions inspirées par la philanthropie la plus pure, mais dont généralement le moindre défaut est d'être tout à fait inapplicable. C'est un mérite de plus : de cette façon on est plus sûr de pouvoir adresser au gouvernement le reproche de ne pas les appliquer.

Les d'Orléans, depuis qu'ils sont débarrassés des soucis du pouvoir et qu'ils peuvent se consacrer tout entiers au soin de leur fortune, rechercher beaucoup le bien d'autrui. Un des leurs s'est même fait une spécialité dans ce genre d'études économico-humanitaires qui conduit en général à la manière opulente, vers la soixantaine, de la librairie Guillaumin à l'Académie des sciences morales et politiques. Les orléanistes de la Chambre sont aux aussi philanthropes, presque autant que les amis de M. de Cassagnac, et le *Soleil*, naissant tous les ennemis de la République dans le même éloge, peut monter au Capitole en déplorant que les droites seules aiment le peuple.

Mais tandis que les réactionnaires du Palais Bourbon jouent le jeu traditionnel des oppositions et forcent la note du socialisme pour battre en brèche les républicains, comment se fait-il que les droites du Sénat tiennent une conduite absolument opposée ? Ainsi, avant hier, les droites sénatoriales ont fourni l'appoint pour refuser le bénéfice de l'urgence à la loi des syndicats professionnels. L'occasion pourtant était bonne de venir en aide à M. Cézin et à M. de Saint-d'Jasson.

Mais tandis qu'à la Chambre l'opposition bat les buissons sans plan de campagne, au hasard du jour le jour, cherchant avant tout à faire des niches au gouvernement, s'gliant presque toujours à l'extrême gauche, au dénos ou l'extrême gauche n'existe pas les droites font tout simplement de la politique antidémocratique. C'est pour cela que les orléanistes de la Chambre haute ont voté contre les syndicats professionnels. Le *Soleil* peut les féliciter.

La Liberté, de Paris, du 17 janvier :

Malgré les coïncidences qui identifient, à l'heure actuelle, l'action des groupes de droite et celle des groupes de gauche, il n'y a entre eux aucune coalition ni accord. C'est la force des choses qui les place sur un terrain commun ; mais de paole entre eux il n'en existe certainement point et il ne peut en exister d'aucune sorte.

On ne saurait s'étonner que les impérialistes, fidèles à leur doctrine plébiscitaire, l'appliquent à la revision de la Constitution et réclament une Constituante, comme le font les démocrates radicaux, logiques avec leur principe absolu de souveraineté populaire.

Il est également tout naturel que les royalistes qui ne voient de salut que dans le retour de la monarchie, ne veuillent pas de la révision partielle et limitée qui ne résoudrait rien, et demandent la revision intégrale comme le font les révolutionnaires qui veulent en faire sortir une nouvelle Convention.

De même, comment peut-on trouver étrange que, devant la crise incontestable du travail et de l'industrie, le droit fasse écho à la gauche pour en rechercher les causes et en étudier les remèdes ? C'est ici ayant le droit d'intervention d'immixtion de parti. Ce ne sont que les extrêmes seuls qui devraient avoir l'initiative de cette étude d'intérêt économique et social, mais la Chambre tout entière, et, quand elle a repoussé avant-hier, par esprit de parti, la proposition de M. Calla, elle a commis une faute grave et a manqué à son devoir.

Dans tout cela, il n'y a pas ombre de coalition.

Les partis extrêmes, si, par hasard, ils se trouvent manœuvrer ensemble, ne se font aucune concession et n'abandonnent aucune de leurs visées. Or, ces visées sont trop inconciliables pour piéter jamais à une action commune. Jamais, quoi qu'on puisse prétendre, ceux qui veulent la monarchie, c'est à dire l'ordre dans le respect de la loi et de l'autorité, ne pactiseront avec ceux qui veulent l'anarchie, c'est à dire le désordre et la révolution.

Ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, que des partis profondément divisés sur leurs doctrines se trouvent unis et font campagne ensemble sans se confondre. dans une occasion particulière. La majorité, avec les divisions si caractéristiques qui en séparent les divers groupes, n'est elle même qu'une coalition permanente, et, sous ce rapport, elle serait peut-être mal venue à protester contre la conjonction fortuite des extrêmes.

On lit dans l'*Événement*, de Paris ;

Nous avons parlé, avec plusieurs de nos confrères, d'un grave accident de cheval qui ne serait produit au cercle de la rue Royale. On nous fait observer que le " Jockey-Club jamjor " n'a point de salle d'escrime.

Il y a donc erreur de local.

L'accident n'en existe malheureusement pas moins. Il s'est produit, nous dit-on, à l'ancien cercle de la rue d'Anjou, transféré rue Saint-Honoré.

Un des plus sympathiques prévôts de la salle, le nommé Vezin, faisant un assaut d'épée avec un amateur, connu M. M..., a été frappé en pleine poitrine d'un coup de lame brisée provenant d'un " retiremens de bras."

Ce accident est déplorable.

Il faudrait pourtant que les amateurs qui veulent faire du " jeu de terrain " se pénètrent qu'il y a grand danger à tirer sans mesure, même avec une épée mouchetée.

Certains tireurs perdent littéralement la tête dès qu'ils ont le masque sur la figure ils prodiguent à la diable les redoublements, sans souci du coup touché.

Qu'arrive-t-il ?

Souvent, dans un corps à corps, la lame se brise, le manque d'attention et de sang-froid empêche le tireur de s'en apercevoir et il résulte qu'il contine parfois à " tirer " l'adversaire avec un tronçon d'épée.

De là de terribles accidents, dans le genre de celui que nous déplorons aujourd'hui.

Beauté du style contemporain.

Le libelle hier dans un compte-rendu à propos d'une débutante :

" Mlle X..... est du bois dont on fait les étoiles !! "

Ceux qui s'en vont et ceux qui restent.

Vous allez peut-être dire ou penser tous au moins que nous avançons l'une de ces choses invraisemblables, auxquelles on ne se laisse plus prendre, quand nous écrivons que les artistes engagés par M. Maurice Grau sont bel et bien partis pour la Havane, hier matin à la première heure.

Et cependant cela est exact. Ils voyagent maintenant sur le golfe du Mexique ; dans trois jours ils apparaîtront aux yeux des Havanais qui ne croyaient plus à cette venue, comme nous, nous ne croyions plus à ce départ. Dans trois jours sujets de grand opéra et d'opérette, divas et divettes se jetteront dans les bras les uns des autres, et en attendant qu'à la rampe ils *se débinent*, pour employer une locution peu académique, ils s'étreindront sur le quai et aux yeux des badauds émus, car il doit en pousser aussi par la vigoureuse végétation qu'il fait sur le sol de la reine des Antilles.

Mais on le sait tous n'ont pas été appelés à cueillir les pommes d'or du théâtre Tacon ; beaucoup d'artistes dont les emplois sont déjà tenus là-bas par le personnel d'opéra-comique et d'opérette de M. Grau, ont été laissés loi.

Ceux-là, soit dit sans les heurter, n'ont pas tous pignon sur rue. Grâce au prestige *fin siècle* auquel ils ont été condamnés ces dernières semaines, leurs ressources, déjà si mesquines, sont épuisées en à peu près ; la nécessité les talonne, et il leur faut, au plus vite, songer à sortir de ce mauvais pas.

Si bien que, en gens pratiques et décidés à se prendre corps à corps avec le mauvais sort, ils se sont consultés, entendus, et vite ils ont eu la première bonne chance de conclure des arrangements, un engagement qui va les remettre presqu'immédiatement à la besogne du théâtre.

Nous ne dissimulons pas le plaisir sincère que nous cause cette excellente nouvelle

C'était là un résultat que nous appelions de tous nos vœux, on le sait.

Nous avons écrit maintes fois quel vif intérêt nous prenions à ces sujets ainsi détachés de l'ensemble. Le succès que nous avons souhaité cordialement à ceux qui sont partis, nous le souhaitons doublement à ceux qui restent, car nous connaissons leur situation.

Nous le leur redisons, nous mettrons tous nos efforts à servir leur réussite ; nous serions mille fois heureux d'avoir bientôt à constater que la combinaison dans laquelle ils entrent, leur procure largement des moyens d'existence et de départ, s'ils doivent retourner en France.

C'est jeudi prochain, 14 février, au Werlein Hall, angle des rues Perdido et Baronne, que commencera, la nouvelle exploitation, sous la direction de M. Puget, secondé de M. Musy, régisseur.

On débutera par *La Grande Duchesse*.

Le Werlein Hall n'est pas une salle de concert ordinaire ; c'est un théâtre, un théâtre véritable, avec loges, parquet, etc., une scène fort convenablement machinée et un magasin de décors très suffisamment fourni.

Il y aura quatre représentations par semaine, et le prix d'entrée sera de 50 et de 25 cents.

Cette troupe d'opérette jouera le répertoire suivant : *La Grande Duchesse—Orphée—La Belle Hélène—Fleur de Thé—La Périchole—La Timbale—La Violoneux—Les Deux Aveugles—M. Chonfleuri restera chez lui—Le Mariage aux Lanternes—La Chanson de Fortunio—Barbe Bleue*.

Voilà donc une éclaircie qui se fait pour ces artistes ; un effort du public et le temps reviendra au beau fixe. Cet effort sera fait, nous ne pouvons nous défendre d'y croire.

Nous entrons dans une période où le monde attire à la Nouvelle-Orléans ; durant plusieurs semaines tout au moins notre population sera considérablement accrue.

Et puis il reste toujours ici une colonie de Français qui sait ce qu'elle doit aux siens. Cette colonie se fera certainement un devoir d'appuyer une entreprise qui est l'existence de beaucoup de ses compatriotes ; et en joignant à cette aide l'appoint américain, l'appoint louisianais, créole, on peut espérer que la tentative sera heureuse. Elle le mérite à tous égards. Donc à jeudi, au Werlein Hall.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—La salle était pauvrement garnie hier soir, et c'est vraiment grand dommage. Mlle Lizzie Evans est, nous vous l'affirmons, une ingénue et une soubrette tout ensemble, du bon cru, par nature, par vocation. Elle a de l'esprit, de l'entrain, de l'expression dans le regard et dans l'accent, de la sensibilité aussi. Mais la qualité qui domine en elle, qualité qui se fait de plus en plus rare au théâtre, c'est le naturel. Le sien ne se dément jamais ; à tout instant ce sont des intonations vraiment charmantes, pleines de vérité. Son jeu n'arrive jamais à la monotonie ; il est au contraire très divers, varié.

Deux Drop, dont la première représentation avait lieu hier, est, il faut en convenir, une invention qui n'a pas dû coûter à son auteur de grands efforts d'imagination ; mais grâce au mérite et à la personne toute sympathique de Mlle Lizzie Evans, on s'y intéresse. Sans la conscrrence dangereuse de *Fédora*, avec Mlle Fanny Davenport, M. Mantell et la troupe actuellement au Grand Opera House, il y aurait certainement eu un meilleur succès pécuniaire à côté du succès artistique incontesté de la gentille actrice qui faisait son début à la Nile-Orléans.

Quand elle sera mieux connue, elle attirera la foule, à n'en pas douter. Elle est ce que l'on appelle *quelqu'un*.

Nous retrouvons dans le visage et les jeux de physionomie de Mlle Lizzie Evans comme un ressouvenir de Déjazet ; seulement il y a en elle une très gentille ingénue en même temps qu'une promesse de soubrette.

Ce soir seconde représentation de *Deux Drop*.

GRAND OPERA HOUSE.—Nous n'avons pu voir hier soir que le premier acte de *Fédora*. Nous avions négligé de nous pourvoir d'un siège, et quand nous sommes entré au Grand-Opera-House, la salle était absolument pleine ; impossible de se procurer un fauteuil.

Et nous le confessons, entendre debout quatre actes est un effort dont nous ne nous sentons plus capable.

Le succès de Fanny Davenport est de M. Mantell grandit tous les soirs. Souvenez-vous donc qu'elle n'a plus à donner que trois représentations de *Fédora*, aujourd'hui, et demain matin et soir.

Il est probable que l'occasion ne se présentera plus, cette année, d'entendre la très belle œuvre de Victorien Sardou, l'un de ces riches de la littérature parisienne dont vivent la scène américaine et la scène anglaise.

THEATRE ST-CHARLES. —Ce soir seconde représentation de *Zara* dont le succès a été aussi brillant pour Mlle Annie Pixley que *M'Liss*. L'engagement de la comédienne favorite, toute pleine de vie, de chaleur, finit demain soir.

Elle rejouera *Zara* demain en matinée et le soir.

LE CERCLE DE LA HARPE LOUIENNE—Ce club musical donnera, vendredi prochain, 15 février, à 8 heures du soir, au local de l'Union Française, un concert et un soirée dansante en l'honneur de ses nombreux membres honoraires et des messieurs de l'invitation qu'il nous ont fait tenir.

Nous sommes heureux de les voir reprendre le cours de leurs charmantes soirées. A la dernière, où ils avaient obtenu le concours de M. Tournié, le succès fut complet, on ne l'a pas oublié, et nous en aurons un tout autre. Les progrès constatés alors se sont soutenus depuis et s'accentueront mieux encore vendredi.

M. Mackay, le célèbre millionnaire américain, non content de s'être associé à M. Gordon Bennett pour procurer au monde un nouveau câble transatlantique, à bon marché, écoupe aussi d'art, et il a fait offrir à la Patti $65,000 pour une saison d'opéra, à San Francisco.

L'administration des manufactures des tabacs, en France, vient d'acquérir une machine nouvelle : le cigare est régulièrement fait, et le procédé offre cet important avantage de permettre l'emploi de tabac sec, tandis que pour la fabrication à la main, on est obligé de se servir de tabac humide. La machine dispense ainsi d'avoir recours au séchoir qui enlève au cigare une partie de son arôme, et de plus rapporterait à l'Etat une économie annuelle de 3 millions.

Nous tirons les réflexions suivantes de l'*Evening Call*, de Philadelphie, sur les lourdes taxes dont la Pennsylvanie accable, chez elle, les corporations industrielles :

Ordinairement, dans les différentes parties de l'Union, les corporations industrielles jouissent d'une fonle de faveurs ; on pourrait même citer certains Etats où elles sont l'objet de véritables préférences sur les particuliers. Chose étrange, il en est tout autrement en Pennsylvanie. Les corporations en question y sont frappées d'une lourde taxe de 5 pour cent sur leurs bénéfices ou leurs dividendes. S'il n'y a pas de dividendes, elles n'en sont pas moins obligées de payer la taxe, comme si elles en avaient déclaré un de six pour cent. Il leur faut payer un quart pour cent pour leur charte, ce qui équivaut à payer à l'Etat un quart pour cent pour obtenir une part d'un vingtième dans une association. Ainsi deux personnes ayant chacune $50,000 de capital peuvent entreprendre une industrie, sans payer un sous de taxe à l'Etat ; mais supposez 100 hommes, ayant chacun, et s'associant entr'eux, $1,000, ils sont accablés d'un impôt ruineux. Pourtant, une corporation de ce genre est le seul moyen de lutter contre les gros capitalistes ? Pourquoi cette préférence pour le riche et cette rigueur pour le pauvre, cette exemption en faveur d'une grande maison, et cette charge écrasante pour une association d'hommes ne possédant chacun qu'un petit capital !

Pourquoi Trenton, Camden, Wilmington ont-elles tant de corporations ? Pourquoi Philadelphie n'en a-t-elle aucune ? Pourquoi voit-on tant de Pennsylvaniens aller placer leurs capitaux dans les Etats voisins !

Pourquoi la Nouvelle-Angleterre a-t-elle, fonctionnant, 8,619,334 broches, sur 10,678,518 que l'on trouve dans tous les Etats-Unis ? Pourquoi le Massachusetts en possède-t-il 4,276,723, c'est-à-dire près de la moitié de ce qu'il y en a dans l'Union ? Parce que le Massachusetts a eu, avant les autres Etats, faire des lois favorables à l'essor de ses industries.

Pourquoi Fall River, dans le même Etat, a-t-il 1,678,016 broches, un peu plus d'un sixième de toutes celles que fait marcher le pays ? Parce que Fall River est la ville du Massachusetts qui reçoit, le plus rapidement et le plus facilement, le charbon de la Pennsylvanie.

Pourquoi donc, ayant le charbon sous la main, n'élevons-nous pas une multitude de filatures à la portée de la matière première—ce qui donnerait de l'emploi à une foule de femmes et d'enfants de mineurs ? Parce qu'il n'est permis qu'à un gros capitaliste de monter un grand établissement, sans être soumis à des conditions ruineuses.

Et ce qu'une vingtaine de jeunes gens jetant, chacun, quatre ou cinq mille dollars dans une entreprise ne méritent pas autant, sinon plus, d'encouragement de protection, qu'un richard en état de faire une avance de $100,000 ?

C'est le but que a inventé cette loi contre les corporations. Que lui a-t-elle rapporté jusqu'ici ? Dans les meilleures années, $250,000. Il en gagnerait bien plus, si, par une politique étroite, il ne forçait pas une foule de capitaux à chercher des placements au dehors.

Sous le péristyle de la Bourse, deux gros bonnets de finance parlent d'un monsieur bête et prétentieux.

—Quel beau coup de bourse on ferait avec cet animal-là ! Qu'il n'aurait qu'à l'acheter ce qu'il vaut et le revendre ce qu'il croit valoir.

SERVICE FUNÈBRE.

Une messe solennelle de Requiem sera célébrée, à la Cathédrale St. Louis, VENDREDI, 8 février, à 8 heures du matin, pour le repos de l'âme de JOSE BARBA, Senior. Les parents, amis et connaissances des familles Barba, Rebichaux et Fornaris sont invités à y assister.

De la part de sa veuve.

3 fév—2f

B. TREMOULET,

Rue Decatur, No 7, vis à vis la Poste

Vins de Bordeaux des meilleurs crûs, ventes de maisons de premier ordre.

Sherries de Diez, Gordon & Co, de Pedro Domecq, etc.

Portos de Sandeman & Co, Offley, Cramp & Forrester.

Champagnes de toutes marques en renom.

Vieux Whiskies, Cognacs, Rhums, Gantés, etc.

Vins de Californie de toutes sortes.

Vin de St-Vincent véritable, etc, etc. etc.

AUX PLUS BAS PRIX.

La Grande EXHIBITION ORIENTALE

Ouvrira LUNDI, 11 février 1884, de 10 heures du matin à 10 heures du soir.

126.....RUE DU CANAL.....126

(Bâtisse Jamison)

Pendant une saison de courte durée seulement.

Exhibitions étonnantes et merveilleuses de tous les pays de l'Orient et de tous nos.

Nouveautés en articles de bois provenant de la Terre Sainte.

Objets sculptés arabes. Bijouterie turque et travaux en filigrane de dessins les plus chastes. Admirables tableaux.

Entrée à l'exhibition.....25 cents

Un cadeau pour chaque visiteur, excédant en valeur le prix de l'entrée. On exige un prix d'entrée à seule fin d'éviter l'encombrement de la salle par les visiteurs. ALI & KAUST, Propriétaires.

8fév—1m

Nouveau magasin de graines

MARCHANDISES toutes fraîches, fournies par les meilleures maisons du nord et de l'Europe.

Demandes un Prix Courant.

C. W. EICHLING, Marchand Grainier Rue Dumaine 47, entre Chartres et Royale.

Les ordres de campagne sont respectueusement sollicités

8fév—D Mar J

Mme FORTIER

1 No 162 | rue Roman.

OFFRE au public son traitement des yeux et appelle l'attention des personnes atteintes de maladies provenant de la rétine et du nerf optique. Prompte guérison assurée.

Je remercie publiquement Mme Fortier de m'avoir rendu la vue que j'avais presque perdue depuis 3 ans. W. SMITH.

8 fév—6f

Avis au Public,

M. G. DUPUY, agent de Réclamations Franco-Américaines, s'occupera d'examen de Dossiers de Cours, de Collections, de Correspondances et d'Affaires litigieuses.

Bureau, 117 rue Royale,

8 fév—1m Mar,J.D

Bayou Lafourche Packet Co.

Le steamer KEOKUK, ayant été retenu par des causes imprévues partira AUJOURD'HUI, vendredi, à MIDI.

MAM BLANCHARD,

8fév—1f Capitaine.

Bureau de la Compagnie d'Assurances du Sud de la Nouvelle-Orléans, No 31, rue du Camp—Nouvelle-Orléans 4 février 1884.

—A l'élection annuelle tenue par les actionnaires de cette Compagnie, ont été élus directeurs pour l'année 1884 :

MM.

EMILE LCARRIERE, LOUIS BUSH,
J J GIDIERE, C P HARRISON,
B F CHAMBERS, D FATIO,
GILBERT H GREEN, H E SHROPSHIRE,
M SCHWABACHER, J A DUFILHO,
J A LAFAYE, J H MENGE,
JOHN T MOORE Jr., P A VILLERMIN,
ADOLPH MEYER, GEO H DUNBAR,
E L FORSTALL, F G REMKE,
JOSEPH DAVID, I HERNSHEIM,
D A B VAUGHT, B BELTRAN,
L LACASSAGNE, BENNETT MILTENBERGER a été réélu à l'unanimité président de la Compagnie ; M. H. GALLY, vice-président, à l'unanimité aussi ; et M. SCOTT McGEHEE, secrétaire, également à l'unanimité.

SCOTT McGEHEE, Secrétaire.

6fév—10f

Bureau de la Compagnie du Gaz de la Nouvelle-Orléans.—Nlle-Orléans, 6 février 1884.—A la réunion annuelle des actionnaires de cette Compagnie, tenue le 8 janvier 1884, ont été